

GADELOUPE / MARTINIQUE : ENSEMBLE POUR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE !

L'obligation vaccinale et l'imposition du passe sanitaire ont été les révélateurs une nouvelle fois de la manière dont ces territoires sont considérés et traités par l'Etat français.

Ce gouvernement affiche autoritarisme et mépris en réponse aux besoins fondamentaux de la population, en faisant appel aux vieux réflexes coloniaux de culpabilisation et d'infantilisation comme dans le récent communiqué de la Préfecture de Guadeloupe ! **Tout cela alors que les besoins les plus fondamentaux ne sont pas assurés sur ces territoires.**

A commencer par **l'accès à l'eau potable** du fait d'un service public de distribution d'eau largement défaillant. Rien n'est fait pour combattre l'omniprésence dans l'environnement du **chlordercone**, ce pesticide interdit partout dans le monde mais autorisé en Guadeloupe et en Martinique jusqu'en 1993 et qui rend malade depuis des années la population entière, avec des conséquences dramatiques ! Mais aussi **le service public de la santé** avec un hôpital public exsangue qui prend l'eau (au sens propre d'ailleurs) de partout dans ce contexte du Covid aux conséquences que l'on connaît.

D'une manière générale, les services publics y dysfonctionnent bien plus qu'ailleurs à l'image de la situation **des transports publics** peu nombreux et trop chers. **Tout cela dans une situation économique catastrophique** où les richesses sont monopolisées par les familles béké, où la spéculation et la profitation est répandue partout sans parler de la corruption et où **60 % des**

moins de 25 ans n'a pas de travail et doit émigrer vers la métropole pour avoir une chance d'un avenir meilleur.

Tout ceci est connu de longue date et avait déjà provoqué le soulèvement de la Guadeloupe en 2009 par le LKP et le blocage de l'île pendant plus d'un mois. L'Etat avait dépêché des émissaires pour calmer le feu, des promesses avaient été faites... largement oubliées aujourd'hui. **Les mêmes causes produisent donc plus d'une décennie plus tard les mêmes effets : un soulèvement populaire né du ras le bol des promesses non tenues**, du mépris constant des besoins fondamentaux de la population, de l'autoritarisme, le RAID et la GIGN comme réponses aux revendications légitimes de la population.

Les politiques néolibérales des gouvernement successifs dont l'actuel, viennent aggraver sans cesse la situation des Antilles déjà maltraitées: attaques sur les services publics, réforme de l'assurance chômage, et profit roi au détriment de la santé et de l'environnement, font monter leur colère légitime.

En réalité le combat du LKP en Guadeloupe, collectif d'associations, organisations et de syndicats, et la révolte martiniquaise sont les pendants de ceux du mouvement social et du mouvement des gilets jaunes français. Le gouvernement doit entendre la colère et satisfaire les revendications sociales des populations antillaises comme dans tous les territoires qu'il administre. La justice sociale et environnementale ne souffre aucune exception de même que la lutte réelle contre les discriminations : elle doit être le seul objectif des gouvernants pour garantir un avenir serein pour toutes et tous.

LEURS RÉVOLTES CONTRE LEURS POLITIQUES ANTISOCIALES ET INÉGALITAIRES SONT LES NÔTRES, ET NOUS LES SOUTENONS À 100%, ALORS LUTTONS ENSEMBLE, PARTOUT ET AINSI NOUS VAINCRONS !